

Celui qui monnaye le crédit réel du manufacturier de chaussures est un banquier. Ce dernier n'effectuera le prêt qu'à une seule condition: le retour à la banque, non pas de produits, de chaussures, mais d'argent en quantité plus grande qu'elle n'en avait prêté.

Nous voici donc en présence de consommateurs possibles. S'il n'y a pas de consommateurs en perspective, ou très peu, la Banque ne prêtera pas ou prêtera très peu. Le crédit financier est émis par ces banques non pas aux producteurs de richesses considérés comme tels, mais aux producteurs de richesses également considérés comme producteurs d'argent.

Supposons, comme le dit le major Douglas, qu'un producteur réussit à convaincre une banque qu'en produisant moins, c'est-à-dire en raréfiant la production, il occupera une position «monopolistique», il obtiendra certainement un prêt. On se rend compte que le banquier ne s'intéresse pas à la satisfaction des besoins des consommateurs, mais plutôt au retour de son argent chargé d'un intérêt.

Pendant ce temps, nous, du Crédit social et du crédit réel, disons que notre crédit repose sur des choses tangibles, des certitudes, qu'il tire son origine, en quelque sorte, de la bonté du Créateur, qui a placé dans le sol, dans les eaux, dans l'air, toutes les richesses nécessaires à la satisfaction des gens et qui a donné à ces hommes des bras, une intelligence et un cerveau pour utiliser ces richesses. Le crédit financier, qui devrait refléter le crédit réel, est une création des hommes, d'individus, d'organismes privés, qui peuvent le contrôler, le raréfier à leur guise, et ordonner, comme bon leur semble, l'argent rare en périodes où il faudrait donner de l'extension au crédit.

Pour jouer son rôle de moteur, le crédit financier doit refléter le crédit réel, être conforme aux faits économiques et aux besoins des consommateurs. «La tâche d'un système financier moderne et efficace», dit Douglas, «est d'émettre le crédit au consommateur à la limite de sa capacité de production.»

Que faut-il faire, dès lors? Émettre, comme le dit Douglas, un supplément de pouvoir d'achat non inclus dans les prix des produits fabriqués, permettant la stabilité des prix et la reprise du contrôle de la production par les consommateurs.

Selon le major Douglas, le prix d'un article, relativement à son coût de production, devrait avoir le même rapport que la production du produit réel relativement à la consommation nationale. De la sorte, si le prix d'un article quelconque est de \$4, le consommateur devrait pouvoir se le procurer moyennant \$3. C'est ce qui explique l'escompte compensé.

Le Crédit social propose donc de permettre aux consommateurs d'accorder un supplément

de pouvoir d'achat équivalant à la différence entre la production et la consommation ou d'abaisser le prix de la production au coût réel qui est celui de la consommation. Dans le premier cas, il s'agit du dividende; dans l'autre cas, il s'agit de l'escompte compensé.

Nous avons donc démontré que le crédit réel, c'est un crédit social, un crédit commun, un crédit qui appartient à tous. En 1934, le major Douglas comparut comme témoin au comité permanent sur les banques et le crédit. Interrogé sur la provenance du dividende national, il répondait:

La provenance du dividende national peut s'expliquer de deux façons: une est exprimée par cette phrase qui s'exprime très simplement ainsi, et c'est un facteur important de nos jours, un facteur prépondérant... C'est ce qui se passe, par exemple, quand dix hommes tirent un fardeau.

S'ils tirent séparément, ils pourraient chacun tirer une semaine sans remuer le fardeau, mais si les 10 prennent une corde et joignent leurs efforts, la tâche devient facile. Ils peuvent faire à 10 ce que les 10 ne peuvent faire séparément. On ne peut dire que l'énorme augmentation de la production rendue possible par l'association soit due aux efforts particuliers d'une seule personne; elle vient de l'association.

C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, en présentant cette motion, nous sommes convaincus de rendre service aux Canadiens, puisque nous leur demandons de nous aider à nous délivrer du fardeau des taxes pour le reléguer aux oubliettes. Continuons à faire des suggestions comme nous en avons fait dernièrement, en disant: Oublions les taxes de chemins de fer, les vieilles dettes de guerre, et construisons plutôt un pays sur le crédit véritable que nous connaissons, soit sur la possibilité de production de la machinerie, sur la possibilité des cerveaux à notre disposition. En galvanisant l'énergie de tous les gens de bonne volonté, étant donné que les produits ne manquent pas au Canada, chacun aura son toit, sera heureux de vivre au Canada, et les disputes fédérales-provinciales que nous connaissons à l'heure actuelle disparaîtront.

• (4.40 p.m.)

[Traduction]

M. Ross Whicher (Bruce): Monsieur l'Orateur, j'hésite à participer au débat à cause des nombreux points de vues contradictoires qui ont été exprimés jusqu'ici. Je tiens à déclarer dès maintenant que je ne souscris pas à une foule de choses qu'on a dites cet après-midi. Le dernier orateur et les députés créditistes ont envisagé la motion très sincèrement.

Ce qu'elle nous demande en somme c'est de donner à tous les Canadiens un dividende en utilisant davantage la planche à billets. Elle laisse entendre que la Banque du Canada devrait accorder à tout le monde un billet de \$1,000 ou un crédit équivalent qu'on pourrait